Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE
EN ROUMANIE

Revue des médias roumains du 31 août 2017

n° 19451

Projet de réforme judiciaire
Discours du président Klaus Iohannis dans le cadre de la réunion annuelle de la diplomatie roumaine

Projet de réforme judiciaire. La presse rapporte que le ministère de la Justice a publié hier soir sur son site le projet de réforme judiciaire, soumis par le ministre de la Justice, Tudorel Toader, au Conseil supérieur de la magistrature (CSM) pour avis (*Agerpres*). Le ministère de la Justice invoque parmi les motivations de ce projet de modification législative, les décisions de la Cour constitutionnelle, les nouvelles « réalités et besoins du système judiciaire roumain » qui imposent une réforme du cadre législatif dans ce domaine; il s'appuie également sur l'évocation de ce projet de réforme dans un rapport récent du MCV (*Hotnews*).

Dans un communiqué de presse rendu public hier, avant la publication du projet de loi, la représentante de la Commission européenne en Roumanie, Angela Cristea, a exprimé son « *inquiétude à l'égard de la manière dont les propositions d'amendement à la législation, annoncées le 23 août dernier, pourraient affecter l'indépendance de la justice si elles devaient entrer en vigueur* » (*Agerpres*). Angela Cristea a également rappelé qu'en vertu du dernier rapport MCV, publié le 25 janvier dernier, « *toute mesure susceptible de miner ces progrès, de diluer ou de minimiser la définition de la corruption* » aurait des conséquences dans les futures évaluations de la Commission européenne (*RFI*).

Pour sa part, le porte-parole de l'Inspection judiciaire, Alin Alexandru, a déclaré aujourd'hui que le projet de réforme judiciaire était en contradiction avec la nécessité d'assurer l'autonomie institutionnelle de l'Inspection judiciaire, qui devrait avoir une autonomie institutionnelle afin d'accomplir « efficacement sa mission » (*Hotnews*).

Les médias se fond aussi l'écho du refus de cinq membres du Conseil supérieur de la magistrature (CSM), sur un total de 17, de participer hier à une réunion plénière du CSM pendant laquelle devait être analysé le rapport de l'audit externe sur l'activité de l'Inspection judiciaire. Sur ce sujet, *Curs de guvernare* titre « *Conflit au sein du CSM. L'enjeu – la démission du chef de l'Inspection judiciaire* », *Jurnalul national* titre « *Scandale immense au sein du CSM, le plénum en blocage* » ; pour *România libera* il s'agit d'un « *boycott au sein du CSM* », tandis que pour *Adevarul* il y a « un chantage au CSM. Le chef de l'Inspection judiciaire protégé par le boycott de la réunion plénière ».

Réunion annuelle de la diplomatie roumaine. Le président Klaus Iohannis a prononcé hier un discours en présence des chefs de missions et des consuls généraux, dans le cadre de la réunion annuelle de la diplomatie roumaine. Evoquant les défis internes de l'Union européenne, à savoir le retrait du Royaume-Uni de l'UE et la relance du projet européen, le chef de l'Etat a insisté sur la nécessité de garder « la prédictibilité de la politique étrangère et de sécurité de la Roumanie », de poursuivre la croissance économique, le renforcement de l'Etat de droit et la promotion des valeurs démocratiques.

Selon le président Iohannis, la Roumanie, « allié et partenaire stratégique puissant des Etats-Unis », mais aussi membre de l'Union européenne, « profondément impliqué dans le projet européen », occupe « probablement la meilleure position pour soutenir une relation transatlantique solide » au sein de l'OTAN.

Rappelant la nécessité d'une « Europe forte, prospère, sûre et unie, plus proche de ses citoyens et mieux engagée sur le plan mondial », le président roumain a également déclaré que la Roumanie devait s'impliquer activement dans le processus de réflexion sur l'avenir de l'Union européenne, en poursuivant activement son intégration européenne.

Selon le chef de l'Etat, l'adhésion de la Roumanie à la zone euro représentera une « étape essentielle pour le renforcement du rôle du pays au niveau européen », tandis que son entrée dans l'espace Schengen, apportera « plus de sécurité à l'espace de libre circulation ». Il a également insisté sur la nécessité de garder la politique de cohésion et la politique agricole commune au centre du projet européen.

Par ailleurs, le président Iohannis a mis en exergue l'importance d'accélérer les préparations de la présidence roumaine du Conseil de l'Union européenne, en 2019, « opportune pour renforcer la vision politique roumaine sur l'Europe et, implicitement, la place de la Roumanie au sein de l'UE ».

Klaus Iohannis a appelé les diplomates roumains à déployer « un effort constant et concentré en vue de développer et de continuer les partenariats et les relations bilatérales européennes, saluant la « très bonne » visite en Roumanie du président de la République française, Emmanuel Macron, qui a marqué « un moment significatif » (*Agerpres*).

De son côté, le ministre des Affaires étrangères, Teodor Meleşcanu, a déclaré lors d'un événement organisé dans le cadre de la réunion annuelle de la diplomatie roumaine, que la Roumanie, dont « l'économie était l'une des plus dynamiques au sein de l'Union européenne », devait « assumer des responsabilités accrues au sein de la diplomatie économique européenne et valoriser plus activement son potentiel économique » (*Agerpres*).

Absorption des fonds européens. *Ziarul financiar* informe que la Roumanie a réussi à utiliser seulement 120 millions d'euros sur un total de 21 milliards d'euros de fonds de cohésion pour la période 2014-2020, ce qui représente un taux d'absorption effectif de seulement 0,5%. Mihaela Toader, secrétaire d'Etat au ministère des Fonds européens, a déclaré que son ministère s'était proposé de décompter auprès de l'Union européenne, jusqu'à la fin de cette année, des factures d'un montant de 1,9 milliards d'euros, ce qui supposerait une absorption de 10% des fonds de cohésion alloués à la Roumanie. Le quotidien déplore ce taux faible d'absorption des fonds européens, citant parmi les raisons de cette situation, l'absence des évaluateurs censés analyser les programmes opérationnels et le retard enregistré dans les procédures d'accréditation des autorités de gestion censées gérer l'absorption des fonds européens.

La France en Roumanie et la Roumanie en France

- **Une Roumaine d'ethnie rom, candidate aux sénatoriales en France**. Les médias rendent compte de la décision d'Anina Ciuciu, ancienne étudiante à la Sorbonne et future avocate, née à Craiova dans une famille rom, actuellement en stage à Londres chez Amnesty International, de se porter candidate aux élections sénatoriales du 24 septembre prochain en Seine Saint-Denis. (*Adevarul*, *Digi 24*, *Mediafax*, *Stirile PROTv*, *Evenimentul zilei*)

- « Le nouveau Duster, le pari de 3 milliards d'euros des designers du groupe Renault, sera officiellement lancé au salon de Francfort, en septembre prochain ». (*Ziarul financiar*)

- 31 août- Journée de la langue roumaine : interview avec Laura Zavaleanu, professeure de langue et civilisation roumaines à la Sorbonne. (*RFI*)

- « Festival international George Enescu – L'orchestre symphonique Bucarest ouvrira l'édition 2017 de *la Place du Festival* (série de concerts de musique classique en plein air organisés du 2 au 10 septembre), sous la baguette du chef d'orchestre français Benoît Fromager » (*Evenimentul zilei*)

Retrouvez l'ensemble de nos revues de presse sur le site Internet de l'Ambassade de France en Roumanie.

Cette revue de presse, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, se limite à présenter des éléments publiés dans les médias roumains. Elle ne reflète en aucun cas la position de l'ambassade ou du gouvernement français.

© Tous droits de diffusion et de reproduction de cette revue de presse sont réservés à l'Ambassade de France en Roumanie